



Vendredi 15 octobre 1954,  
 à 15 h. 20

New-York

SOMMAIRE

	Page
Point 51 de l'ordre du jour :	
Question de la définition de l'agression : rapport du Comité spécial pour la question de la définition de l'agression (suite) .....	37

**Président : M. Francisco V. GARCIA AMADOR**  
 (Cuba).

POINT 51 DE L'ORDRE DU JOUR

**Question de la définition de l'agression : rapport du Comité spécial pour la question de la définition de l'agression (A/2638, A/2689, A/C.6/L.332) [suite]**

DISCUSSION GÉNÉRALE (suite)

1. M. MAHONEY (Etats-Unis d'Amérique) souligne l'importance du terme "agression" dans la Charte des Nations Unies. Ce terme sert en effet à définir le rôle des organes politiques de l'Organisation dans le domaine du maintien de la paix. Le problème d'une définition de l'agression a été soulevé à la Conférence des Nations Unies sur l'Organisation internationale qui a décidé de ne pas faire figurer de définition dans la Charte.

2. Au cours des dernières années, l'Assemblée générale a repris l'étude de ce problème. Par sa résolution 378 B (V), elle a renvoyé à la Commission du droit international un projet de définition proposé par l'Union soviétique (A/C.1/608/Rev.1). La Commission du droit international était saisie à sa troisième session d'un rapport présenté par M. Spiropoulos (A/CN.4/44) qui concluait qu'une définition "juridique" de l'agression serait artificielle et ne pourrait jamais tenir compte de tous les cas possibles d'agression, puisque les méthodes d'agression changent constamment. La commission n'a pas fourni de définition; elle a simplement inclus l'agression parmi les crimes prévus dans le projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité (A/1858, par. 53). L'Assemblée générale, à sa sixième session, a néanmoins décidé, à une faible majorité, qu'il était possible et souhaitable de définir l'agression [résolution 599 (VI)].

3. A la suite de cette décision, le Secrétaire général a présenté un rapport très circonstancié sur la question (A/2211) à la septième session, et l'Assemblée générale a alors créé le Comité spécial pour la question de la définition de l'agression. Ce comité non plus n'a pu arriver à une définition. Son rapport (A/2638) est une synthèse très intéressante, fruit d'un travail consciencieux. Ce rapport, comme le débat en cours, montre les difficultés que présente le problème; l'échec des diverses tentatives déjà faites prouve qu'il n'est pas possible d'aboutir à un accord sur une définition à priori

de l'agression. C'est là la conclusion à laquelle étaient arrivés les auteurs de la Charte.

4. Les définitions à priori présentent des dangers évidents. Une définition générale laisserait dans le vague des notions importantes, telles que celle de légitime défense, et une liste d'exemples, même si elle ne prétendait pas être complète, aurait l'inconvénient d'accorder plus d'importance à certaines formes d'agression. Enfin, une formule mixte risquerait de combiner les défauts de la définition générale et de la définition énumérative.

5. La délégation des Etats-Unis éprouve d'ailleurs une certaine méfiance à l'égard des catégories à priori formulées en vue de situations futures. Il vaut beaucoup mieux que le droit évolue de façon empirique, sur la base de cas d'espèce. Il ne faut pas perdre de vue que l'agression n'est pas un simple composé d'éléments connus d'avance; il faut en fait, pour déterminer s'il y a eu ou non agression, procéder à un jugement de valeur à partir d'un ensemble complexe de faits et de circonstances. C'est pourquoi l'Organisation a évité les formules sur le papier et a confié aux organes des Nations Unies, au Conseil de sécurité tout d'abord, aux termes de l'Article 39 de la Charte, puis à l'Assemblée générale en vertu de la Charte, ainsi que l'indique la résolution 377 (V) intitulée "L'union pour le maintien de la paix", le soin de déterminer ce qui constitue un acte d'agression ou une menace contre la paix.

6. M. Mahoney donne lecture d'un passage du rapport présenté par M. Paul-Boncour au Comité III/3 de la Conférence de San-Francisco, et reproduit au paragraphe 116 du rapport soumis par le Secrétaire général lors de la septième session (A/2211). Dans ce texte, l'auteur signale le danger de voir l'agresseur tourner la définition et cette définition même être considérée comme autorisant une intervention automatique. Ainsi l'adoption d'une définition sans valeur pratique risquerait de compromettre les efforts de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité en vue de maintenir la paix et la sécurité internationales. Le représentant des Etats-Unis estime qu'en l'absence de définition il ne saurait faire de doute que l'on peut, comme l'a constaté l'Assemblée générale à sa sixième session, déduire l'existence du crime d'agression des circonstances propres à chaque cas particulier.

7. M. Mahoney indique que le terme "agression" figure dans un mémorandum relatif à l'interdiction de l'emploi des engins nucléaires que le Royaume-Uni et la France ont présenté au Sous-Comité de la Commission du désarmement (DC/53, annexe 9). Ceci constitue une nouvelle raison pour ne pas adopter une définition abstraite de l'agression à la présente session, afin de ne pas risquer de nuire au succès des négociations sur le désarmement.

8. Les Etats-Unis pensent que tant l'historique des tentatives faites en vue de définir l'agression que les diverses considérations que M. Mahoney a fait valoir

amènent à conclure que l'élaboration d'une définition ne serait à l'heure actuelle d'aucune utilité pratique. L'Assemblée générale devrait maintenant admettre qu'elle a étudié, dans toute la mesure où cela pouvait être utile, la possibilité de définir l'agression dans un texte qui serait adopté maintenant pour être éventuellement appliqué plus tard.

9. M. SAPENA PASTOR (Paraguay) voit dans les discours qui ont déjà été prononcés la preuve indiscutable que la définition de l'agression est une des préoccupations majeures des membres de la Sixième Commission. Il ne saurait en être autrement, car cette définition est étroitement liée au problème du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

10. Cette définition serait utile. L'Assemblée générale l'a dit, et sa décision est valable tant qu'un vote contraire ne sera pas intervenu. Mais une définition est-elle possible?

11. D'aucuns envisagent une définition générale. On pourrait peut-être mettre au point une formule générale applicable à chacune des diverses formes d'agression. Mais certaines délégations ne veulent définir que l'agression armée. D'autres veulent élargir la formule en l'étendant à l'agression indirecte, idéologique, économique. Les Etats de l'Amérique latine ont envisagé,

en 1947, l'agression par le totalitarisme. Un accord sur une formule générale semble impossible à réaliser, d'autant que la Charte des Nations Unies a créé des organismes spécialisés et que chaque forme d'agression pourrait relever de la compétence d'organes distincts.

12. D'autres, notamment la délégation de l'Union soviétique, proposent une définition énumérative. Cette formule suppose l'analyse préalable de chaque cas envisagé avant que l'on puisse dégager la synthèse, c'est-à-dire la définition. Or, trop de désaccords subsistent sur de nombreux cas, et il serait donc prématuré et dangereux d'entreprendre actuellement ce travail.

13. D'autre part, il ne convient pas de renvoyer à nouveau la question à un comité spécial, qui ne saurait jamais être représentatif de l'ensemble des Etats Membres de l'Organisation.

14. La Sixième Commission devrait essayer de parvenir à un accord sur les diverses formes d'agression à faire figurer par la définition. Cette tâche semble pouvoir être réalisée au cours de la session actuelle.

15. Enfin, le représentant du Paraguay rappelle que la question de la revision de la Charte va se poser prochainement, ce qui risque d'avoir des répercussions sur le problème de la définition de l'agression.

La séance est levée à 15 h. 50.